

Hollande se prépare à une rencontre délicate avec Merkel

Confronté aux pressions de la chancelière allemande, le président élu a décidé d'accélérer son calendrier et ira à Berlin, mardi, dans la foulée de son investiture

François Hollande a poursuivi hier ses consultations pour tenter de dégager un compromis sur l'adoption de mesures susceptibles de stimuler la croissance au niveau européen, quelques jours avant une rencontre délicate avec Angela Merkel. Signe de l'urgence, le président élu a avancé ce rendez-vous d'une journée. Après avoir reçu mercredi le président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, il a rencontré hier à son QG de transition le président de l'Eurogroupe, Jean-Claude Juncker. « On a eu des choses à se dire et vous êtes tous très gentils », a laconiquement déclaré ce dernier à la presse après la réunion, qui a duré un peu moins d'une heure.

Inflexible, Merkel refuse la croissance à crédit

François Hollande a décidé d'accélérer son calendrier. Sitôt investi, le mardi 15 mai, il effectuera son premier déplacement de président à Berlin, où il rencontrera une chancelière allemande bien décidée à ne pas accepter une renégociation du traité européen de discipline budgétaire déjà ratifié par trois des 25 pays de l'UE qui l'ont signé début mars.

Angela Merkel a une fois de plus rejeté hier les appels à la rupture avec l'austérité lancés par la gauche européenne. « La croissance par le biais de



François Hollande a annoncé hier qu'il nommerait son Premier ministre le 15 mai « avant (son) départ » pour Berlin où il doit rencontrer Angela Merkel. (Photos Reuters)

réformes structurelles est quelque chose de raisonnable, d'important et de nécessaire. Mais fonder la croissance sur le crédit ne ferait que nous ramener au début de la crise. C'est pourquoi nous ne devons pas le faire et que nous ne le ferons pas », a-t-elle dit dans un discours devant le Bundestag, la chambre basse du Parlement allemand. Les deux dirigeants ne sont pas vraiment sur la même longueur d'ondes, puisque par réformes structurelles Angela Merkel évoque par exemple la libéralisation du marché du travail ou des allocations de chômage alors que le programme de François Hollande est peu disert sur ce point. En revanche, certaines pistes évo-

quées par le président élu sont déjà acceptées au plan européen comme la mobilisation des fonds structurels européens, le renforcement des moyens de la Banque européenne d'investissement (BEI) et la possibilité d'emprunts obligataires à l'échelle européenne afin de faciliter le financement privé de grands projets. Seule la mise en place d'une taxe sur les transactions financières au niveau européen fait débat, Londres y étant opposé. Mais au-delà du contenu, c'est la volonté affichée de François Hollande de renégocier le traité pour y ajouter des mesures de stimulation de la croissance qui suscite le plus de tiraille-

ments entre le président élu et son homologue allemande.

« Il y a un rapport de force », a déclaré hier Benoît Hamon, porte-parole du Parti socialiste. « Mais que M^{me} Merkel a voulu elle-même, elle qui a anticipé la date de ratification (du traité budgétaire) par le Parlement allemand », a-t-il dit.

Michel Sapin : « Renégocier pour compléter »

« (François Hollande) ne changera pas de position pour la simple et bonne raison qu'il a un mandat du peuple français », a ajouté sur BFM TV et RMC ce représentant de l'aile gauche du PS. « Ne doutez pas de la détermination de François Hollande ! » Tant Herman Van Rompuy que Jean-Claude Juncker, comme la plupart des autres dirigeants européens, suivent toutefois Angela Merkel sur la nécessité de ratifier le traité budgétaire et d'adopter un texte séparé sur la croissance.

Michel Sapin, pressenti pour être ministre de l'Économie de François Hollande, a été plus nuancé. « La promesse de campagne, c'est renégocier pour compléter », a-t-il dit sur BFM TV en donnant partiellement raison à Angela Merkel. « Si on pense s'en sortir par plus de dette, on va dans un mur. Si on pense s'en sortir par plus d'austérité, on va dans un mur. »

Législatives : Bayrou lance « Le Centre pour la France »



Le MoDem demeure, a expliqué, hier, François Bayrou. « Les questions se poseront après (les législatives). » (Photo Reuters)

François Bayrou a lancé hier « sa » bataille des législatives en appelant à l'édification d'un courant central « indépendant et positif », « Le Centre pour la France », dont les contours restent bien incertains.

Pour sa première déclaration publique depuis le second tour de l'élection présidentielle, où le dirigeant du Mouvement Démocrate (MoDem) a scellé une rupture idéologique au centre en votant pour le socialiste François Hollande, François

Bayrou a de nouveau défendu un choix libre « sans aucune idée d'intérêt », « sans aucune sorte de marchandage ».

Europe : « Hollande a un atout »

« On me dit : « vous avez pris des risques ! On va vous le faire payer et vous désigner comme cible ». Je l'accepte, j'assume cela », a souligné François Bayrou. Dénonçant les « sectarismes » et les combinaisons d'appareils, il veut croire

que les Français plébisciteront les 10 et 17 juin « un courant politique qui dise non à la participation complaisante, non à l'opposition de principe », « des gens qui ne se laissent pas compter, qui ne se laissent pas influencer par les intérêts partisans ».

François Bayrou a parlé de « plusieurs centaines » de candidats possibles, du centre-gauche et du centre-droit, tous ceux qui « éprouvent un malaise devant la volonté de monopole de

l'UMP et du PS ».

Évoquant par ailleurs la crise de la zone euro et le programme du nouveau président socialiste, François Bayrou a estimé que ce dernier a « un atout ». « François Hollande (...) n'est pas ressenti comme un homme d'affrontements, je crois pour ma part que c'est authentique. (...) Mais son programme économique devra être repris en profondeur, à la mesure de la crise, et ce sera un rude exercice de vérité, d'abord dans sa majorité. »

Affaire Bettencourt : Patrice de Maistre interrogé

Patrice de Maistre, ancien gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt soupçonné d'avoir organisé un financement illégal de la campagne de Nicolas Sarkozy en 2007, a été interrogé jeudi à Bordeaux par un juge, pour la première fois depuis son incarcération le 23 mars. « C'était un simple interrogatoire, malheureusement », a dit Jacqueline Lafont, un de ses avocats, après l'audition. Patrice de Maistre souhaitait être confronté à des témoins. Mis en examen pour « abus de faiblesse, abus de biens sociaux et escroquerie

aggravée », Patrice de Maistre a admis avoir reçu dans son bureau l'argent retiré en espèces en Suisse, quatre millions d'euros au total en 2007-2009, mais assure l'avoir ensuite remis aux Bettencourt et dit ignorer ce qu'ils en ont fait.

L'audition de Patrice de Maistre fait suite à plusieurs autres interrogatoires de témoins menés ces derniers jours par le juge d'instruction Jean-Michel Gentil.

Selon RTL, l'avocat suisse René Merkt, impliqué dans des mouvements de

fonds suspects, a été questionné la semaine dernière dans son pays sur commission rogatoire. Le juge d'instruction devait l'interroger sur des retraits d'espèces en 2007, notamment deux de 400 000 euros chacun au moment de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. Ces retraits coïncident dans le temps avec une rencontre entre Patrice de Maistre et Eric Woerth, alors trésorier de la campagne Sarkozy, et aussi avec une possible visite de Nicolas Sarkozy chez les Bettencourt à Neuilly.



Les confidences du banquier suisse René Merkt ont chargé un peu plus Patrice de Maistre, incarcéré depuis le 23 mars. (Photo Reuters)

Composez votre gouvernement !

Qui sera le prochain Premier ministre de François Hollande ? Jean-Marc Ayrault, Martine Aubry ou Manuel Valls ? Le président nouvellement élu a promis de dévoiler le nom de son futur « collaborateur » le 15 mai prochain.

D'ici là, tous les paris sont (encore) ouverts. Et si vous aviez la possibilité de nommer votre équipe gouvernementale, qui choisiriez-vous pour le quai d'Orsay ou Bercy ? Les sites internet de vos journaux (Var-matin/Nice-Matin) vous donnent la possibilité de créer votre propre gouvernement. Quels hommes et femmes politiques siègeront autour de votre Conseil des ministres. A vous de nous le dire avec une seule contrainte : essayez de composer un gouvernement paritaire, autant d'hommes que de femmes, comme l'a promis François Hollande durant la campagne.

En bref

Hollande président avec 51,6 % des voix

François Hollande a obtenu 51,6 % des suffrages exprimés au second tour, dimanche dernier, de l'élection présidentielle, et Nicolas Sarkozy 48,4 %, selon les résultats définitifs proclamés hier par le Conseil constitutionnel.

Sapin veut pénaliser les licenciements « boursiers »

Michel Sapin, pressenti pour devenir ministre de l'Économie dans le prochain gouvernement, entend pénaliser les licenciements qualifiés de « boursiers », destinés à améliorer la rentabilité et non à préserver l'activité. General Motors a annoncé mercredi envisager de vendre son usine strasbourgeoise et Carrefour pourrait annoncer sous peu des réductions d'effectifs. Interrogé sur France Inter sur le dossier General Motors, Michel Sapin a estimé qu'il fallait « engager le bras de fer avec la direction (...), qu'ils prennent en compte qu'il y a une forme de morale dans la vie économique ». « Respecter ses salariés fait partie des éléments, des valeurs qui doivent animer une grande entreprise », a-t-il dit, annonçant de possibles réformes législatives.